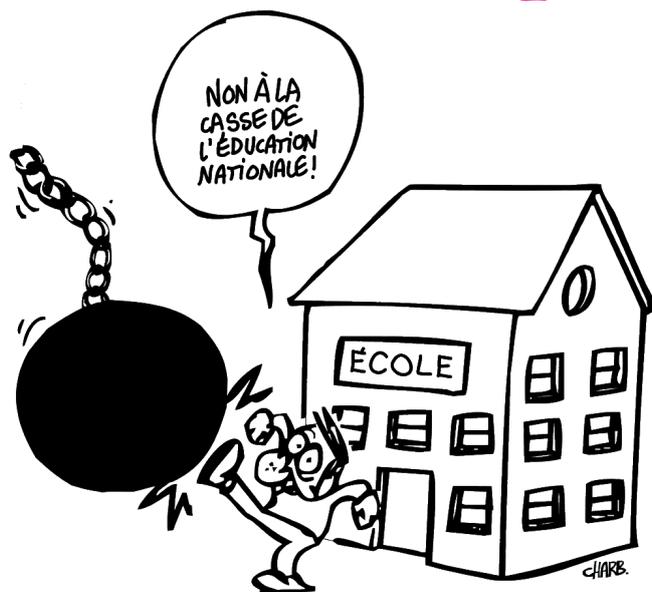


RENTRÉE SCOLAIRE

Urgence pour l'école publique !



L'école publique traverse une crise grave, marquée par le manque de professeurs et une crise d'attractivité du métier, l'aggravation des inégalités de réussite scolaire, la perte de sens consécutive à un rythme effréné de réformes. L'absence de gouvernement de plein exercice empêche d'engager les moyens nécessaires à des mesures d'urgence et à un changement de cap.

En barrant la route à un gouvernement du Nouveau front populaire, le président de la République fait le choix de poursuivre sa politique pourtant rejetée par les urnes, et porte l'entière responsabilité des conditions de cette rentrée.

Les réformes du « choc de savoirs » et de la voie professionnelle, après la réforme du bac, visent la fin du collège unique et la fin de l'accès de toutes et tous au lycée. Ce renoncement scolaire sans précédent renforcera le séparatisme social, la défiance

et le ressentiment. À terme, c'est notre démocratie et la cohésion sociale du pays qui continueront d'être fortement mises à mal.

Et malgré le rejet massif de ces réformes par le personnel et les dangers qu'elles représentent pour l'avenir des jeunes, la ministre démissionnaire fait le choix de maintenir l'essentiel de ces mesures.

De plus, l'augmentation légitime de l'allocation de rentrée scolaire et des salaires comme l'amélioration des conditions de travail sont sacrifiées sur l'autel de l'austérité.



C'est un véritable changement de politique qu'il faut réussir à imposer au président de la République.

Pour une école émancipatrice, l'élévation du niveau de connaissance de toute la jeunesse, la lutte contre les inégalités sociales de réussite scolaire, il faut une politique ambitieuse avec des moyens, du personnel formé et un grand plan pour mettre fin à la précarité. Il faut reconquérir aussi une véritable gratuité de l'école publique.

LE PCF PROPOSE

- ★ d'abroger les mesures du « choc des savoirs », *Parcoursup* et la réforme de la voie pro
- ★ de revaloriser de 10 % le point d'indice
- ★ d'abroger le pacte et de flécher les moyens vers la rémunération de tout le personnel de l'Éducation nationale
- ★ de titulariser les AESH, sans qui l'école inclusive est impossible
- ★ de prérecruter en L3 pour les concours de l'enseignement
- ★ de restaurer le dialogue avec le personnel de l'éducation
- ★ de réaffirmer la liberté pédagogique.

J'adhère



Nom : prénom :

adresse :

email : téléphone :